



Euro-Rolling 2024

Les élections européennes en temps réel

Le point sur la campagne au 06 juin

À quelques jours du scrutin, l'intention de participer au scrutin atteint un niveau record, et dépasse pour la première fois la courbe de l'abstention.

Si le RN est toujours leader, bien loin au-dessus de ses adversaires, la deuxième place semble toujours relativement incertaine. En milieu de tableau, LFI distance un peu ses concurrents, les LR restent stables tandis que Reconquête et Les Ecologistes sont tous deux en danger. Le PC quant à lui, ne semble pas pouvoir franchir la barre (financièrement stratégique) des 3%.

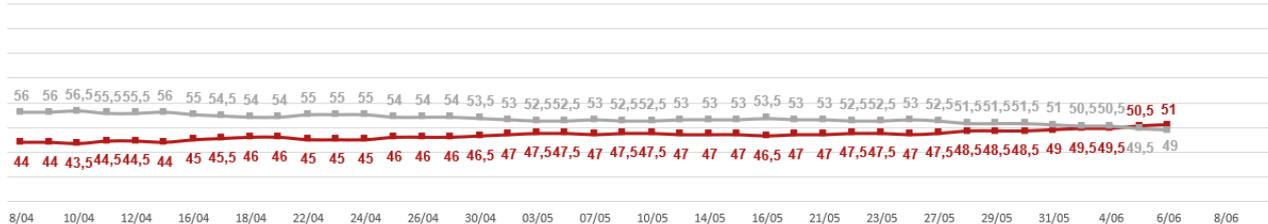
1. Vers une confirmation que les élections européennes ne sont plus les grandes malaimées des Français ?

Plus d'un électeur sur deux à l'intention de se déplacer dans les urnes

Les élections européennes ont longtemps été malaimées par les Français. Depuis les premières élections des députés européens au suffrage universel en 1979 jusqu'au début des années 2010, la mobilisation électorale était nettement inférieure à celle des scrutins nationaux (élections régionales, législatives, présidentielle...). Par exemple, en 1999, 46,8% des électeurs avaient voté aux européennes (contre 57,7% aux régionales de 1998), et en 2004, 42,8% des électeurs français s'étaient rendus (contre 60,8% pour les régionales la même année).

Les années 2010 marquent une rupture : nous assistons à une baisse de la participation des Français aux élections... sauf pour les récents scrutins européens. En 2019, la participation aux élections européennes a en effet, pour la première fois depuis 30 ans, dépassé la barre symbolique des 50% et affiche une abstention légèrement moins forte qu'aux législatives de 2017 (48,7%).

Évolution



En 2024, cette tendance pourrait bien se répéter... nous mesurons, ce 6 juin, 51% d'intention de participation en France métropolitaine¹ pour le prochain scrutin européen (+ 7 points depuis le début de ce Rolling Ifop-Fiducial, le 8 avril), une participation en continuelle hausse, atteignant un niveau record. Cet indicateur dépasse ainsi la courbe de l'abstention, ce qui n'était jamais arrivé en 2019 (l'indice de participation mesuré le plus haut était également quelques jours avant les élections, mais seulement de 45,5%). Si cette mesure est confirmée dans les urnes, la participation serait supérieure aux régionales de 2021 (33,3% de participation) et aux législatives de 2022 (47,5%).

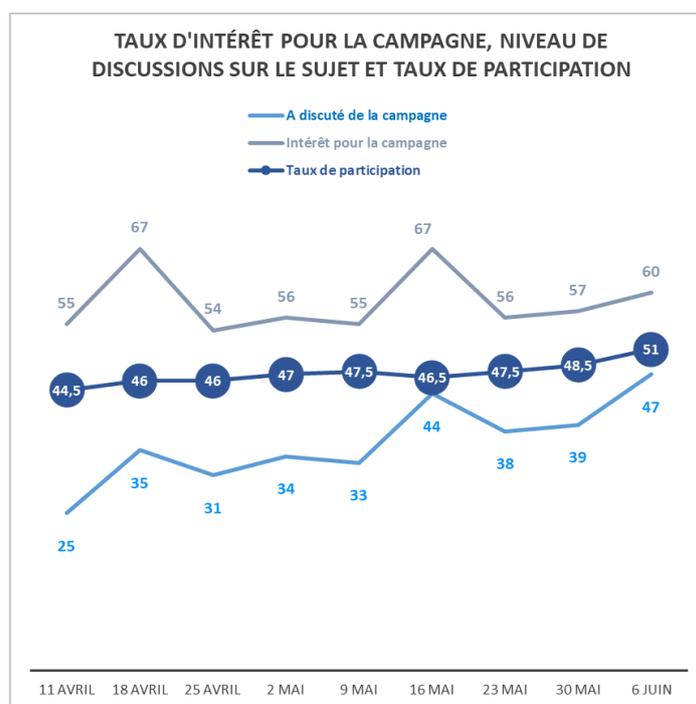
Toutes les strates de la population semblent plus mobilisées qu'il y a cinq ans, notamment les électeurs qui, traditionnellement, s'abstiennent le plus : les jeunes (42% d'intention de participation contre 23% en 2019) et les classes populaires (44% contre 36%). Notons qu'outre les caractéristiques sociodémographiques, l'indice de participation parmi l'électorat LFI, comme en 2019, reste en retrait par rapport aux autres électors : 50% aujourd'hui (mais cependant en hausse, +5 points par rapport au 5 juin) et 40% en 2019.

Un intérêt pour la campagne en augmentation et des enjeux européens qui dominent légèrement le scrutin

Les indicateurs sont en tous cas en cohérence avec une mobilisation électorale aussi voire plus « importante » qu'en 2019. D'une part, l'intérêt pour la campagne se révèle similaire à 2019 : 60% se déclarent intéressés par la campagne des élections européennes, un chiffre stable en comparaison d'il y a 5 ans (61%) et en augmentation par rapport à la semaine dernière (57%).

Notons que cet intérêt pour les élections européennes est confirmé par les sujets de conversations des Français de notre Baromètre Ifop-Fiducial pour Paris Match et Sud Radio : 40% des Français ont parlé des élections européennes au cours du dernier mois, contre 27% en mai 2019. Cet intérêt plus marqué s'explique en partie par le contexte de guerre en Ukraine et la perception que ces élections représentent les seules de dimension nationale du quinquennat.

¹ A l'instar de notre dispositif d'estimations, le rolling Ifop-Fiducial ne prend pas en compte les territoires ultramarins, où la participation électorale est très faible.

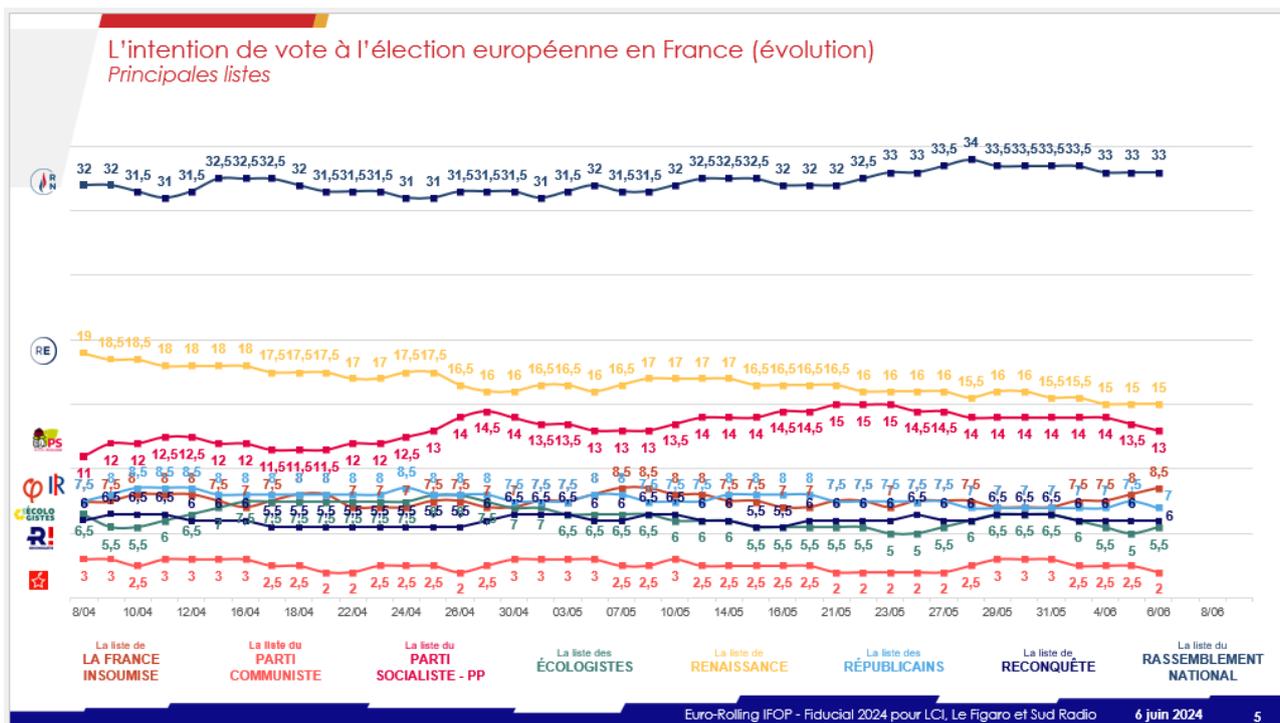


Par ailleurs, le scrutin est européenisé par une courte majorité d'électeurs, 51% d'entre eux se focalisant sur les enjeux européens par leur vote (54% en 2019), un indicateur en augmentation par rapport à la semaine dernière (48%, +3 points).

2. L'avènement de la droite radicale

Une liste Rassemblement national dont la supériorité sera restée inégalée tout au long de la campagne

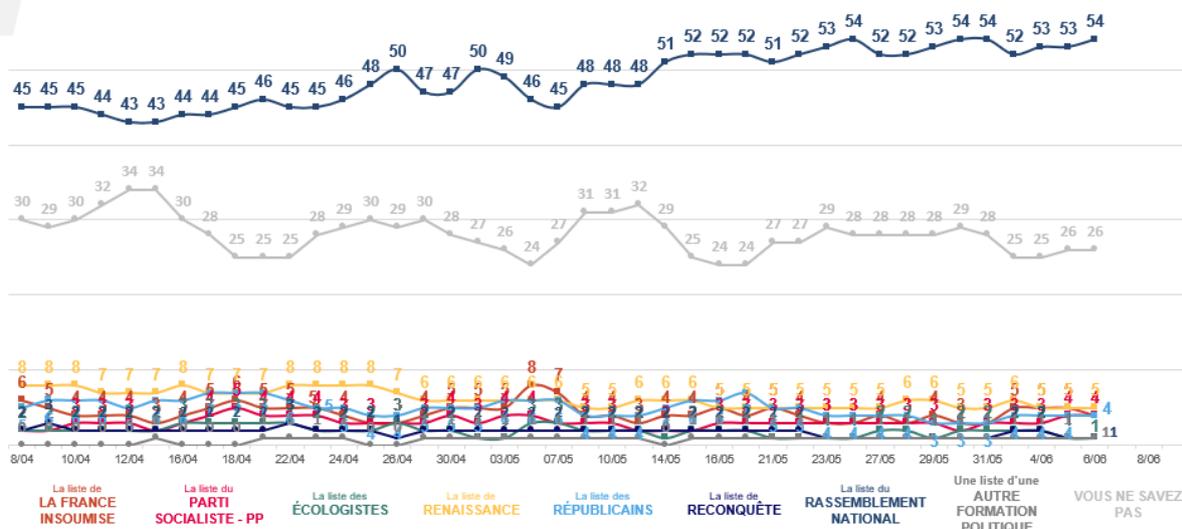
La liste du Rassemblement national rassemble aujourd'hui 33% des intentions de vote. Au-dessus des 30% depuis le lancement du Rolling le 8 avril, l'hégémonie du parti aura été totale : le plus faible écart avec la liste de la majorité présidentielle correspond à 13 points. Cette situation est inédite : en 2019, les deux listes se tenaient dans un mouchoir de poche, s'échangeant la première place à plusieurs reprises durant la campagne. Si cette mesure est confirmée dimanche, il s'agira d'une élection record pour le RN, qui deviendrait le parti français obtenant le score le plus important d'une liste « mono-partisane » aux élections européennes – la liste de Simone Veil en 1984 étant à l'époque une liste d'union entre le RPR et l'UDF (43%).



En 40 ans, l'électorat du Front national puis du Rassemblement national a bien changé. Le parti a réussi à consolider la base de ces électeurs (catégories populaires, moins diplômés) mais est également parvenu à se transformer en parti « attrape-tout », populaire auprès de toutes les strates de la société française. Avec cette élection, si les tendances observées dans le Rolling se confirme, le parti parviendrait à briser plusieurs plafonds de verre qui s'opposaient à lui : le RN deviendrait ainsi le premier parti des jeunes (36% des 18-24 ans, +24 points par rapport à 2019) et des habitants de l'agglomération parisienne (23%, +9 points). Il améliore également son score auprès des cadres et les professions intellectuelles supérieures (20%, contre seulement 15% il y a cinq ans) et des dirigeants d'entreprise (31%, contre 15%). Par rapport à la présidentielle de 2022, la liste conduite par Jordan Bardella parvient à conserver 87% de l'électorat de Marine Le Pen, mais récupère également 37% des électeurs d'Éric Zemmour, 18% de ceux de Valérie Pécresse, mais aussi 9% du socle électoral d'Emmanuel Macron et 11% de celui de Jean Luc Mélenchon. Le RN devient ainsi le « premier parti de France », et ce dans presque tous les pans de la population.

Cette popularité nouvellement acquise se retrouve dans plusieurs indicateurs : depuis le lancement du Rolling, le 8 avril, le RN est le parti qui, chaque semaine, fait la meilleure campagne aux yeux des Français (38% cette semaine). Les Français ne s'y trompent pas, et sont encore une fois une majorité (54%) à pronostiquer une victoire du Rassemblement national, un chiffre en hausse depuis le début du Rolling, les autres listes se plaçant loin derrière, aucune ne se voyant attribuer plus de 5% de chance de gagner l'élection. En comparaison à ses « concurrents », Jordan Bardella bénéficie d'ailleurs d'une meilleure cote d'opinion (40% contre 29% pour Raphaël Glucksmann et 20% pour Valérie Hayer). Le RN bénéficie, en outre, d'une sûreté du choix particulièrement élevée (88%, par rapport à une moyenne de 77%).

Le pronostic de victoire (évolution)



Euro-Rolling IFOP - Fiducial 2024 pour LCI, Le Figaro et Sud Radio 6 juin 2024 12

Une élection à risque pour Reconquête, mais une opportunité de confirmer son émergence sur la scène politique française

La liste Reconquête, pour ces premières élections européennes, est créditée de 6% des intentions de vote, non loin du score d'Éric Zemmour à l'élection présidentielle 2022. Le parti réussirait ainsi son entrée au Parlement européen.

La liste conduite par Marion Maréchal parvient notamment à prendre une part non-négligeables des électors LR (13%) et RN (11%) aux dernières élections européennes. Elle n'arrive cependant pas à passer la barre des 7%, pénalisée par le fait que la liste ne retient qu'une moitié de l'électorat d'Éric Zemmour en 2022 (52%).

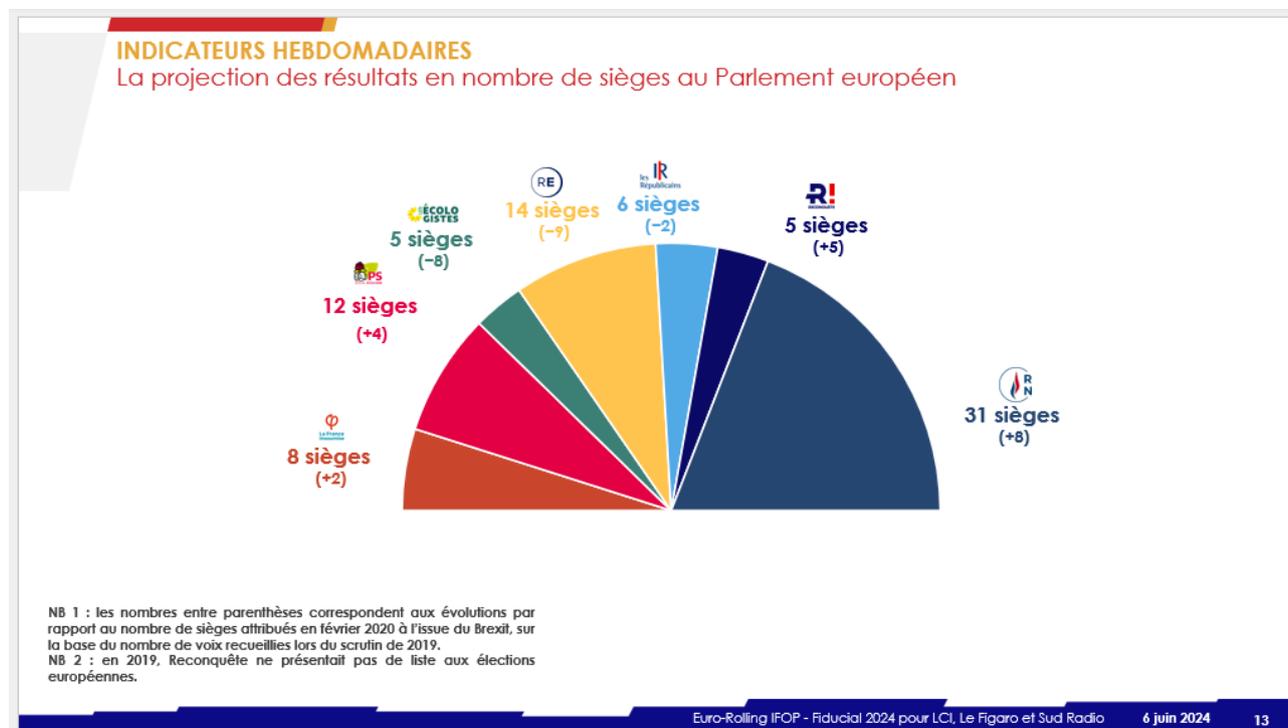
En termes de bloc, la droite radicale est ainsi créditée de 41,5% d'intentions de vote, un score 4 fois plus élevé que celui de Jean-Marie Le Pen en 1984 (10%) lors de la première percée du Front national aux élections européennes. Ce score permettrait aux partis de droite radicale anti-européenne de se partager 36 sièges de députés (31 pour le RN, et 5 pour Reconquête), soit presque la moitié des sièges français.

3. La liste PS – PP, dans son duel avec la majorité présidentielle, ne sera pas parvenu, pour l'heure, à faire se croiser les courbes

Le duel pour la seconde place entre le Parti socialiste – Place Publique et la majorité présidentielle aura fait durer le suspense jusqu'au bout. L'écart entre les deux listes est aujourd'hui de 2 points, soit dans la marge d'erreur pour ce type de sondage.

La liste de la majorité face au vote sanction

Durant cette campagne, la tête de liste de la majorité présidentielle n'aura jamais véritablement réussi à instaurer une dynamique positive, et ce malgré l'entrée en campagne du Premier ministre et du Président de la République. Valérie Hayer réunit aujourd'hui 15% des intentions de vote, soit 4 points de moins qu'au lancement du Rolling, le 8 avril, et se place loin du niveau de Renaissance il y a cinq ans au même stade de la campagne (23%). La liste de la majorité présidentielle risque ainsi de perdre 9 sièges au Parlement européen.



Sociologiquement, la majorité présidentielle performe toujours chez les plus âgés (27% auprès des 65 ans et plus) et les catégories aisées (27%), mais, même dans ces strates de la population, son score a bien diminué depuis 2019 (respectivement -3 et -10 points). La liste conduite par Valérie Hayer n'a pas réussi à diversifier son électorat, avec un score très faible auprès des jeunes (4,5% chez les moins de 35 ans) et des catégories pauvres et modestes (5 et 11%).

La majorité se trouve ainsi exposée au vote sanction : près d'un électeur sur deux (46%, + 5 points par rapport à la semaine dernière) souhaite par leur vote sanctionner la politique du gouvernement, contre 43% en 2019. L'implication d'Emmanuel Macron dans la campagne électorale – qui n'incarne plus le retour à l'ordre post-Gilets jaunes comme en 2019 – ne semble ainsi pas faire baisser le vote sanction. Notons toutefois que ce vote sanction n'est pas nouveau : sur neuf élections européennes, la liste soutenue par le parti au pouvoir n'est arrivée que quatre fois première. Soulignons par exemple le scrutin de 2014 : la liste du PS conduite par Jean-Christophe Cambadélis finit à la troisième place (14% des suffrages), victime de l'impopularité record de François Hollande.

La liste PS-PP : vers le retour d'une gauche de gouvernement ?

La liste PS-PP, quant à elle, a grandement amélioré son score par rapport à 2019 (6%) et a, à plusieurs reprises, menacé de dépasser la liste de la majorité présidentielle. Estimée à 11% au lancement du Rolling le 8 avril, elle réunissait 15% des intentions de vote mi-mai, avant de

retomber aujourd'hui à 13%. Malgré cette baisse non-négligeable (-1 point en deux jours), la liste PS-PP reste la première liste de gauche, loin devant LFI et EELV, et obtiendrait, à ce niveau, 12 sièges, soit 4 de plus que durant la précédente législature.

Raphaël Glucksmann a bénéficié, comme Jean-Luc Mélenchon en 2022, d'une dynamique de vote utile à son profit et il incarne aujourd'hui par ailleurs le retour de la social-démocratie. Il a ainsi réussi à capter une part importante des électeurs du candidat LFI à la présidentielle (25%), ainsi que des électeurs EELV d'il y a cinq ans (37%). La liste PP – PS parvient également à faire revenir une partie des électeurs de gauche qui s'était dirigée vers Emmanuel Macron en 2022 (16% des électeurs d'Emmanuel Macron à la présidentielle comptant voter pour Raphaël Glucksmann). Cependant, le candidat ne parvient pas à mobiliser de façon plus large, et souffre de faibles scores auprès des catégories les plus pauvres (9%), mais aussi des jeunes (5% des 18-24 ans), qui restent tournés vers LFI, et désormais, le RN.

4. En milieu de tableau, LFI semble prendre de l'air, LR s'accrochent, et Les Ecologistes sont en difficulté

LFI bénéficie cette semaine d'une dynamique favorable, mais ne retrouve pas son niveau de 2022

La liste de La France insoumise rassemble aujourd'hui 8,5% des intentions de vote, une proportion égale à celle d'il y a cinq ans au même stade de la campagne. La montée en puissance du parti sur la scène politique française grâce à une dynamique de vote utile en faveur de Jean Luc Mélenchon, puis de la Nupes lors des élections législatives n'aura pas permis au parti de s'installer durablement comme le premier parti de gauche. Au cœur de nombreuses polémiques tout au long de la campagne, notamment du fait de la nomination de la candidate Rima Hassan, Manon Aubry aura eu du mal à se faire entendre en tant que tête de liste.

On note cependant une dynamique positive de la liste de Manon Aubry ces derniers jours (+1 point en 2 jours), qui pourraient être dû à l'impact médiatique des actions menées par les députés insoumis à l'Assemblée nationale pour mettre en avant la cause palestinienne. Les électeurs prévoyant de voter pour LFI sont d'ailleurs une majorité (58%) à indiquer que la position de la France et de l'Union européenne sur l'intervention militaire d'Israël dans la bande de Gaza est un facteur déterminant dans leur choix de voter LFI (contre 33% en moyenne).

Une liste LR stable, mais qui ne sera pas parvenu à se distinguer dans cette campagne

La liste LR sera restée stable tout au long du Rolling, oscillant entre 7 et 8%. Loin de son score de 2019 dans les sondages (14%), elle se rapproche de son score réel aux élections d'il y a cinq ans (8,5%). Malgré les coups d'éclat de son candidat, François-Xavier Bellamy, devant les portes de Sciences Po Paris, puis sur les plateaux télévisés à la suite du débat entre Jordan Bardella et Gabriel Attal, la liste n'aura jamais réussi à percer, et souffre d'une sûreté du choix plutôt faible (61%).

Les LR, pris en étau entre la majorité présidentielle et les partis de droite radicale, peinent à conserver leurs propres électeurs : seuls 58% des électeurs de Valérie Pécresse en 2022 ont

l'intention de voter pour la liste LR ce dimanche. Une part importante des anciens électeurs LR préfèrent ainsi se tourner vers la liste de Valérie Hayer (14%) ou de Jordan Bardella (18%).

Les Ecologistes en difficulté, sous la menace de n'envoyer aucun député au Parlement européen

Malgré une remontée la semaine dernière, avec un pic à 6,5% d'intentions de vote, le score des Ecologistes chute à nouveau à 5,5% aujourd'hui. Le risque de ne pas envoyer de députés au Parlement européen est réel pour le parti. Mais pris en étau entre les listes PS-PP et LFI, Marie Toussaint souffre d'un manque d'incarnation qui ne lui aura pas permis d'émerger pendant cette campagne.

La liste accuse 1,5 point de retard par rapport à son niveau de 2019 au même stade de la campagne (7%), et peine à mobiliser les électeurs qui lui étaient pourtant acquis il y a cinq ans, en ne conservant qu'un tiers (31%) des électeurs EELV aux dernières européennes. Les électeurs potentiels des Ecologistes sont d'ailleurs ceux qui sont les moins certains de leur choix (51%), signe de la fébrilité de cet électorat. Il ne faut cependant pas oublier qu'il y a cinq ans, EELV avait fait un bien meilleur score lors de l'élection que dans des sondages d'intentions de vote, notamment en raison d'une mobilisation des jeunes de la « génération climat » dans les 48 heures avant le scrutin.

5. Une campagne qui semble n'avoir eu que peu d'impact sur les intentions de vote

Les intentions de vote, tout au long du Rolling ont finalement été assez stables, bien que de légers mouvements ont été enregistrés. Les événements de campagne ont été plutôt des « non-événements ». Les prises de position de la candidate LFI Rima Hassan sur le conflit entre Israël et le Hamas, la venue de François-Xavier Bellamy devant Sciences Po, les débats organisés entre les différents candidats, voire les débats face au Premier ministre... Cela n'aura eu que peu d'effets sur les intentions de vote.

Cette stabilité des intentions de vote dans la campagne se traduit d'ailleurs par la sûreté du choix. Contrairement à 2019, elle n'a cette année jamais été mesurée en dessous de 70%, et se cristallise depuis plus d'une semaine autour de 75%. Ce 6 juin, 77% des électeurs expriment la certitude de leur choix de vote (contre 75% en 2019).

**Hugo Lasserre et Mathilde Tchounikine, chargés d'études sénior
au pôle Actualités et politique de l'Ifop**